
CONFERENCE PARLEMENTAIRE SUR L'OMC

Organisée conjointement par l'Union interparlementaire et le Parlement européen

Treizième session du Comité de pilotage* de la Conférence

14-15 septembre 2006, Siège de l'UIP, Genève

DECLARATION

Nous nous sommes réunis pour faire le point sur l'état d'avancement des négociations commerciales multilatérales et pour préparer la session annuelle de la Conférence parlementaire sur l'OMC. Nous constatons que la décision prise en juillet dernier de suspendre *sine die* les négociations a sonné le glas de l'espoir d'une conclusion en 2006 du Cycle de négociations de Doha.

Le coup de semonce a été rude pour tous les décideurs politiques et nous nous félicitons de ce que, dans leurs divers forums, nombre d'entre eux aient appelé à la reprise des négociations. Nous, parlementaires dotés d'un mandat électif de contrôle de l'action des gouvernements en matière de commerce international, et de promotion de l'équité dans la libéralisation du commerce au service des populations, nous associons à leur appel.

Nous prions instamment tous les membres de l'OMC de faire preuve d'une volonté politique forte et de reprendre sans plus tarder les négociations commerciales, et nous demandons aux Etats-Unis d'Amérique, à l'Union européenne, aux pays en développement membres du G20 et aux autres parties prenantes de jouer un rôle constructif pour atteindre cet objectif et pour parvenir à un résultat qui privilégie le développement.

La Conférence parlementaire se réunira à Genève début décembre 2006 pour déterminer dans quelle mesure les négociations de l'OMC profitent à tous les pays et si elles sont à la hauteur des attentes placées en elles en matière de développement. En attendant, nous travaillerons activement à une reprise rapide de ces négociations.

* Etaient présents à la session les membres du Comité de pilotage des pays, assemblées parlementaires régionales et organisations internationales suivants : Afrique du Sud, Allemagne, Belgique, Canada, Chine, France, Iran (République islamique d'), Japon, Maroc, Maurice, Namibie, Nigéria, Royaume-Uni, Uruguay, Assemblée parlementaire du Commonwealth, Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, Parlement européen, Union interparlementaire, et le Secrétariat de l'Organisation mondiale du commerce.